République Française
Département : AVEYRON
Arrondissement : Villefranche-de-Rouergue
CENTRES - COMMUNE

Procès verbal

Le jeudi 19 décembre 2024 à 20 heures 30, l'assemblée, régulièrement convoquée le , s'est réunie sous la présidence de Nadine VERNHES.

Secrétaire de la séance : Edith GAUBERT

Présents : Nadine VERNHES, Pascal SERMET, Edith GAUBERT, André LAURAS, Guilhem CABROL - REVEL, Françoise BESSIERE, Régis BARRIA, Pierre COUDERC, Jean-Luc GAYRARD, Jérôme REY

Représentés :

Absents et excusés : Jacques GENIEYS

Ordre du jour :

Validation PV du Conseil Municipal du 28 Novembre 2024

- Mise en place au 1er Janvier 2025 d'une réforme des redevances des agences de l'eau.
- Renouvellement de la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG12.
- Demande d'aide financière au titre de l'exercice 2025 des Restaurants du Cœur de l'Aveyron.
- Prêt pour travaux aménagement village de Taurines.
- Don à la commune de parcelles.
- Choix de l'artiste pour l'exposition d'art contemporain 2025 au Château de Taurines.

Délibérations du conseil :

Demande d'aide financière au titre de l'exercice 2025 Restaurants du Cœur de l'Aveyron (N° DE_2024_66)

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que l'association Les Restaurants du Cœur de l'Aveyron, dans son courrier du 28 Novembre 2024, sollicite une aide financière en soutien aux actions qu'elle mène au niveau départemental.

Cette association débute en cette fin d'année la 40ème campagne des Restos du Cœur. En Aveyron, fin octobre 2024, 5034 personnes sont accueillies toutes les semaines dans les 11 centres de distribution.

Pour cette 40ème campagne, Les Restos du Cœur vont développer de nouvelles aides, pour mieux accompagner les publics les plus vulnérables : les personnes mal-logées, les familles monoparentales, ou encore les tout-petits. Pour ces derniers, c'est une aide alimentaire et matérielle spécifique qui sera proposée jusqu'aux 3 ans de l'enfant, adaptée à leurs besoins nutritionnels : fruits et légumes frais, petits pots, couches...

Ces nouvelles actions ont un coût. C'est grâce à l'aide apportée par les communes et les collectivités locales que les Restos du Cœur peuvent aider les personnes qui en ont le plus besoin.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'octroyer une subvention d'un montant de 200 €.

Délibération : adoptée

Exposition d'art contemporain Château de Taurines 2025 : choix de l'artiste (N° DE_2024_68)

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le dossier de candidature pour l'exposition d'art contemporain du Château de Taurines pour 2025, de l'artiste Barbara SCHROEDER.

Cette dernière propose une exposition intitulée "A l'orée des champs", invitant le public à porter une attention particulière à leur environnement immédiat et aux liens qui l'unissent à la terre.

Le budget prévisionnel des dépenses s'élève à 36 900 HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accepter la candidature de l'artiste Barbara SCHROEDER.

Délibération : adoptée

Convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du CDG12 (N° DE_2024_67)

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la Médecine Professionnelle et Préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu la délibération du Centre de Gestion de l'AVEYRON en date du 23 octobre 2024 fixant les tarifs des missions facultatives proposées par le Centre de Gestion,

Considérant que la convention d'adhésion au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'AVEYRON prend fin le 31 décembre 2024 et qu'il y lieu de délibérer pour autoriser Mme le Maire à signer le renouvellement de la convention d'adhésion annexée à la présente délibération,

Considérant qu'il est obligatoire d'adhérer à un Service de Médecine Professionnelle,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré:

DECIDE

- de confier le suivi médical des agents au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'AVEYRON.

- d'autoriser Mme le Maire à signer une convention d'adhésion au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'AVEYRON pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025.

- de régler au Centre de Gestion le montant des prestations assurées par ce service.

Délibération : adoptée

Choix du prêt pour les travaux d'aménagement du village de Taurines (N° DE_2024_65)

Vu le budget de la commune de Centrés, voté et approuvé par le conseil municipal le 11 avril 2024 et visé par l'autorité administrative le 19 avril 2024.

Après délibération, décide :

ARTICLE 1^{er} : La commune de Centrés contracte auprès du Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées un emprunt

ARTICLE 2 : Caractéristiques de l'emprunt :

- **Objet :**
- **Montant : 300 000,00 €, trois cent mille euros**
- **Durée de l'amortissement : 20 ans**
- **Taux : 3.66 % fixe**
- **Périodicité : mensuelle**
- **Type d'échéance : constante**
- **Frais de dossier : 300 € si l'enveloppe est < à 150 000 €, au-delà 0.20 % de l'enveloppe réservée**

Débloccage : Débloccage total obligatoire dans les 4 mois qui suivent la date d'édition du contrat

ARTICLE 3 : La commune de Centrés s'engage pendant toute la durée du prêt à faire inscrire le montant des remboursements en dépenses obligatoires et en cas de besoins, à créer et à mettre en recouvrement les impositions directes nécessaires pour assurer les paiements des échéances.

ARTICLE 4 : La commune de Centrés s'engage, en outre à prendre en charge tous les frais, droits, impôts et taxes auxquelles l'emprunt pourrait donner lieu.

ARTICLE 5 : Le Conseil Municipal charge Madame le Maire de toutes les démarches administratives et comptables se rapportant à cette décision.

ARTICLE 6 : Le contrat à intervenir sur les bases précitées et aux conditions générales des contrats du prêteur, sera signé par les soins de Madame le Maire.

Délibération : adoptée

Redevance performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025 (N° DE_2024_69)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes

d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1er janvier 2025,

Vu la délibération n°2024-DL/CA/24-49 du 30/10/2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par :

- une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau,

- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau 0.35 € ; (en 2024 : 0.25 € m3)
 - Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau de l'Aveyron a fixé à 0,35 € HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025.

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement à **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année)

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

DECIDE

- **De fixer à 0,105 € HT /m³** la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

Délibération : adoptée